

ACTION URGENTE

CHINE. UN OÙIGHOUR CONDAMNÉ À NEUF ANS DE PRISON LORS D'UN PROCÈS SECRET

Maiwulani Nuermaimaiti, technicien Internet, a été condamné à neuf ans de prison pour « activités séparatistes » en août 2017. Il avait été emmené en janvier 2017, et ce n'est qu'en décembre 2019 que sa famille a appris sa condamnation. Aucune information sur les preuves retenues contre lui ni sur son procès n'a été rendue publique, mais ses proches pensent qu'il a été condamné simplement pour être allé étudier le turc en Turquie entre 2012 et 2014. Nous sommes vivement préoccupés par sa situation.

PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS

Director Jiang Xin

Prison Administration Bureau of the Xinjiang Production and Construction Corps
No 74, Tiyuguan Lu,
Tianshan Qu, Urumqi
830000, Xinjiang Uyghur Autonomous Region
Chine

Monsieur le Directeur,

Je vous écris pour vous faire part de mon inquiétude à propos de **Maiwulani Nuermaimaiti** (买吾拉尼·努尔买买提), technicien spécialisé dans la fibre Internet, qui a été condamné à neuf ans de prison pour « activités séparatistes » (分裂活动) en août 2017. Comme il n'a pas la possibilité de s'entretenir régulièrement avec un avocat de son choix, je crains qu'il ne soit exposé au risque de torture ou d'autres mauvais traitements.

Il est affligeant d'apprendre qu'aucune information sur son procès, ni même sur les preuves retenues contre lui, n'a jamais été rendue publique. Ce n'est que dans la réponse officielle des autorités chinoises au Groupe de travail des Nations unies sur les disparitions forcées ou involontaires, en septembre 2019, que la sœur de Maiwulani Nuermaimaiti a appris qu'il avait été condamné à une peine d'emprisonnement. En vertu du droit international relatif aux droits humains et des normes en la matière, toute personne inculpée d'une infraction a le droit de bénéficier d'un procès équitable. À l'exception de certains cas prévus et bien définis, les audiences et les décisions doivent être publiques.

Maiwulani Nuermaimaiti a été emmené en janvier 2017. Ses proches pensent qu'il a été pris pour cible car il était allé étudier le turc en Turquie entre 2012 et 2014. Ils ont appris récemment qu'il était actuellement détenu dans une prison de la ville de Shihezi. Je crains fortement que Maiwulani Nuermaimaiti n'ait été condamné à l'issue d'un procès inéquitable.

Je vous demande donc de :

- **libérer Maiwulani Nuermaimaiti, à moins qu'il n'existe des éléments crédibles, suffisants et recevables tendant à prouver qu'il a commis une infraction reconnue par le droit international et qu'il ne soit jugé dans le cadre d'un procès conforme aux normes internationales d'équité ;**
- **veiller à ce que, en attendant sa libération, cet homme ne soit pas soumis à des actes de torture ni à d'autres formes de mauvais traitements.**

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma haute considération.

COMPLEMENT D'INFORMATION

Maiwulani Nuermaimaiti travaillait comme technicien dans le secteur de la fibre Internet au Xinjiang avant de partir étudier le turc en Turquie entre 2012 et 2014. Son objectif était d'améliorer ses perspectives de carrière, car de nombreux marchés à conquérir nécessitaient une bonne connaissance de la langue turque. Il est revenu au Xinjiang en juin 2014 et a commencé à travailler à plein temps comme technicien fibre optique. Sa mère a des problèmes de santé et Maiwulani Nuermaimaiti était le seul de ses enfants à s'occuper d'elle au Xinjiang.

D'après sa sœur, qui vit aujourd'hui en Nouvelle-Zélande, Maiwulani Nuermaimaiti a été emmené en janvier 2017 et transféré dans un centre de « transformation par l'éducation » de la ville de Bole, dans le Xinjiang, en juin 2017. Sa sœur a appris en avril 2019 qu'il avait été transféré en prison. Elle a alors écrit au Groupe de travail des Nations unies sur les disparitions forcées ou involontaires en mai 2019. Les autorités chinoises ont répondu au Groupe de travail, en septembre 2019, que Maiwulani Nuermaimaiti avait été condamné à neuf ans de prison pour « activités séparatistes » en août 2017. L'ambassade de Chine a apporté la même réponse début août 2020 à un journaliste néozélandais qui suivait cette affaire.

Le Xinjiang est l'une des régions chinoises dont la population est la plus diversifiée sur le plan ethnique. Plus de la moitié de ses 22 millions d'habitant-e-s appartiennent à des groupes ethniques principalement d'origine turque et majoritairement musulmans, parmi lesquels les Ouïghours (environ 11,3 millions de personnes), les Kazakhs (environ 1,6 million) et d'autres populations dont les langues, les cultures et les modes de vie sont très différents de ceux des Hans, qui sont majoritaires en Chine « intérieure ».

Les médias ont témoigné de l'ampleur et de la sévérité des nouvelles mesures en matière de sécurité mises en œuvre depuis l'arrivée au pouvoir, en 2016, de Chen Quanguo, le nouveau secrétaire du parti dans la province du Xinjiang. En octobre 2016, de nombreuses informations ont fait état de la confiscation de passeports ouïghours par les autorités de la région dans le but de limiter davantage encore le droit de circuler librement. En mars 2017, les autorités du Xinjiang ont adopté le « Règlement de lutte contre l'extrémisme », qui définit et interdit un large éventail de comportements qualifiés d'« extrémistes », tels que la « diffusion de pensées extrémistes », le fait de critiquer ou de refuser d'écouter ou de regarder des émissions de la radio et de la télévision publiques, le port de la burqa, le port d'une barbe « anormale », le fait de s'opposer aux politiques nationales, et la publication, le téléchargement, le stockage ou la lecture d'articles, de publications ou de matériel audiovisuel présentant un « contenu extrémiste ». Cette réglementation a en outre instauré un « système de responsabilisation » destiné aux cadres du gouvernement pour les activités de « lutte contre l'extrémisme », et mis en place une évaluation annuelle de leurs performances.

On estime que jusqu'à un million de Ouïghours, de Kazakhs et de membres d'autres ethnies à majorité musulmane sont détenus dans des centres de « transformation par l'éducation ». Les autorités chinoises ont nié l'existence de ces lieux jusqu'en octobre 2018, et ont ensuite affirmé qu'il s'agissait de centres de « formation professionnelle » gratuite et volontaire. Selon elles, l'objectif de cette formation est de fournir des enseignements techniques et professionnels pour permettre à ces personnes de trouver un emploi et de devenir des citoyens « utiles ». Les explications de la Chine, cependant, contredisent les informations recueillies auprès d'anciens détenu-e-s faisant état de coups, de privation de nourriture et de détention à l'isolement.

La Chine a rejeté les demandes de la communauté internationale, y compris d'Amnesty International, l'invitant à autoriser les experts indépendants à se rendre librement dans la région du Xinjiang. En revanche, elle a multiplié les efforts pour faire taire les critiques en invitant des délégations de divers pays à se rendre au Xinjiang pour des visites soigneusement orchestrées et surveillées de près.

LANGUES À PRIVILÉGER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS : chinois, anglais.
Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : 5 novembre 2020
Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

PRÉNOM, NOM ET PRONOM À UTILISER : Maiwulani Nuermaimaiti (il)